

Pierre-Noël Giraud : « Dans une société juste, tout le monde doit avoir, à tout moment, accès à des opportunités d'amélioration de son sort économique »

Pour lutter contre l'exclusion économique d'une partie croissante de la population, il faut mettre la politique économique et la fiscalité au service de l'égalité des chances, explique l'économiste dans une tribune au « Monde ».

Publié le 11 octobre 2019 à 14h00 - Mis à jour le 11 octobre 2019 à 14h25.

[Article réservé aux abonnés](#)

Tribune.

La phase « libérale » des globalisations, initiée au début des années 1980, s'achève aujourd'hui avec le sentiment croissant que les capitalismes occidentaux doivent être profondément réformés. Ils sont jugés défaillants dans le traitement d'au moins trois questions majeures : la préservation de la planète, les désordres commerciaux, monétaires et financiers, mais aussi les inégalités croissantes.

Ces inégalités sont multiformes : inégalités de revenus primaires, de revenus après transferts, par ménage ou par individu, de patrimoine, enfin inégalités d'accès à la santé, à la formation tout au long de sa vie, à l'information, aux marchés, aux biens publics, à la vie politique. Les différentes formes d'inégalités sont évidemment liées, les plus fondamentales étant sans doute les inégalités d'accès.

La notion de « justice économique » du capitalisme libéral est inspirée en gros du philosophe américain John Rawls (1921-2002) : une société « juste » fournit à chacun un « panier minimum » de biens et de services, mais tolère des inégalités croissantes du moment que la richesse accumulée à un pôle de la société « ruisselle » en partie jusqu'aux soutes.

Eradiquer « l'inutilité » économique

Il convient aujourd'hui d'adopter un critère de justice plus exigeant, inspiré cette fois de l'économiste indien Amartya Sen : dans une société juste, tout le monde doit avoir, à tout moment de sa vie, accès à des opportunités d'amélioration de son sort économique.

Taxer très lourdement les gros héritages, comme le propose Thomas Piketty, fait naître une crainte, que la « spoliation » étatique finisse par atteindre les petites fortunes des classes moyennes

Il résulte de ce critère une priorité : d'abord éradiquer « l'inutilité » économique, qui vient pour l'essentiel d'inégalités d'accès. Les hommes économiquement « inutiles », aujourd'hui en Europe, sont d'abord les inemployés involontaires, dont ceux qui sont inscrits au chômage de longue durée, qui vivent de solidarités publiques ou privées. Ce sont ensuite tous ceux qui survivent sans aides, mais grâce à des emplois précaires et intermittents qui ne permettent pas une progression au sens de Sen.

Ces « inutiles » sont pris dans des trappes qu'aucun effort individuel ne parvient, sauf exception, à ouvrir. Leur nombre augmente régulièrement en Europe et dans l'OCDE depuis 1980. Il faut donc ouvrir ces trappes : formation initiale et continue, politiques de la ville et des territoires, infrastructures de désenclavement, refonte complète des systèmes d'assurance sociale.

Sur le plan macroéconomique, il faut rapatrier des emplois « nomades » – ceux qui sont soumis à la compétition internationale – par une politique industrielle européenne adaptée au mercantilisme et au protectionnisme des deux grands pôles concurrents, par exemple en imposant, comme le font les Chinois, une valeur ajoutée locale minimale pour les produits importés, et enfin stimuler l'innovation dans le très vaste secteur « sédentaire » (les 75 % d'emplois qui, en France par exemple, ne sont pas directement soumis à la compétition internationale).

Le modèle de la Fondation Bill et Melinda Gates

A l'autre extrême du spectre des inégalités, la seconde priorité concerne les très gros patrimoines – supérieurs à 100 millions d'euros, par exemple. Toute fortune de plusieurs milliards résulte soit d'un héritage, soit du succès d'entrepreneurs talentueux ayant bénéficié de situations de monopole

exceptionnelles. Le monopole est inefficace, disent les économistes. Il est donc légitime que ces fortunes, accumulées au détriment des consommateurs et des petits épargnants, soient un jour rendues au public.

Taxer très lourdement les gros héritages, comme le propose Thomas Piketty, fait naître une crainte, que la « spoliation » étatique finisse par atteindre les petites fortunes des classes moyennes, et soulève un doute : l'Etat en fera-t-il bon usage ? C'est aussi porter atteinte à une conception extensive de la propriété privée qui est au fondement des capitalismes.

Pourquoi, à la place, ne pas rendre obligatoire pour les très grosses fortunes la

formule de la Fondation Bill et Melinda Gates ? A l'héritage, possiblement anticipé par le donateur ou la donatrice, les héritiers conservent une centaine de millions, mais le reste des actifs est versé à des fondations qui produisent de manière privée des biens publics dont, avec les inégalités croissantes et le changement climatique, nous manquons si cruellement : santé, éducation, culture, infrastructures, protections de la nature.

En revanche, modifier lourdement par la fiscalité la répartition des revenus primaires n'est pas une priorité. Il faut simplement s'assurer que les revenus du capital et du travail soient taxés de la même manière, sur une assiette large, raisonnablement progressive et plafonnée, et surtout que les marchés du travail, grâce à la formation, comme ceux du capital soient autant que possible compétitifs.

¶ Pierre-Noël Giraud est l'auteur de « L'Homme inutile. Une économie politique du populisme » (Odile Jacob, Poche 2018).

Le capitalisme est-il fini ?

Epuisement de la planète, montée des inégalités, crises financières à répétition... Est-on à la fin d'un cycle ou au seuil d'une refondation ? Le thème, abordé aux Rendez-vous de l'histoire de Blois, divise profondément les économistes.

« La gouvernance de la mondialisation s'est fragmentée »,
par Jean-Paul Pollin

« Le capitalisme est devenu trop puissant », par Branko
Milanovic

« Le libéralisme ne pose aujourd'hui problème qu'aux
"insiders" des pays développés », par Thierry Aimar

« La contradiction entre capitalisme et démocratie atteint un
point de non-retour », par Isabelle Ferreras

« Dans une société juste, tout le monde doit avoir accès à
des opportunités d'amélioration de son sort économique »,
par Pierre-Noël Giraud